

vérité » prévoit des représailles électorales à l'égard des chefs socialistes « qui accomplissent une besogne contre-révolutionnaire et qui se déclarent les défenseurs de la démocratie bourgeoise contre le communisme. »

On voit, par les termes mêmes que nous venons de citer, que la tactique prévue ne serait pas appliquée dans toutes les circonscriptions ; il y aurait des cas d'espèce. C'est-à-dire qu'on s'inspirerait de considérations personnelles et locales. Bref, en fait de « mobilisation des masses », on aboutirait aux tractations les plus dangereuses, aux compromissions les moins avouables.

Au surplus, il n'est pas possible de se faire beaucoup d'illusions sur l'efficacité des représailles dont on menace certains chefs socialistes.

En effet, ceux des chefs socialistes qui se déclareront ouvertement « les défenseurs de la démocratie bourgeoise contre le communisme » sont ceux qui n'ont pas grand-chose à craindre, étant assurés d'être élus avec les voix radicales, et les communistes étant peu nombreux dans leur fief électoral. Exemples entre autres : Renaudel dans le Var et Paul-Boncour dans le Tarn. Cette situation, la Direction du Parti ne l'ignore pas : c'est seulement pour se couvrir à gauche qu'elle menace certains chefs socialistes de foudres qu'elle sait être purement théoriques...

Il ne reste qu'un mot à dire pour déjouer d'avance la manœuvre habituelle de ceux qui partiront en guerre contre les « éternels critiques » — ce qui est évidemment plus commode que de répondre aux critiques en corrigeant ses fautes.

Une critique sérieuse portée en elle-même, pour celui qui veut bien réfléchir, des suggestions pratiques. Les nôtres se dégagent d'elles-mêmes de l'étude que nous venons de faire.

Résumons les.

Il eût fallu adresser aux socialistes une proposition de front unique. Cette proposition aurait conditionné l'alliance sur le terrain électoral au second tour à une alliance préalable sur le terrain des revendications ouvrières. Cette proposition aurait précisé le programme de base de l'alliance sur l'un et l'autre terrain, et le caractère de la lutte à entreprendre. Elle aurait été accompagnée d'une campagne intense et soutenue auprès des socialistes du rang et des sans-parti, pour expliquer sa portée et créer les conditions de sa réalisation.

L'acceptation d'une proposition ainsi for-

mulée et soutenue, eût constitué, non pas peut-être une « grande victoire », mais un pas en avant dans le sens de la mobilisation des masses. Le Parti aurait eu alors pour tâche de développer ce premier succès.

En cas de refus, il eût été possible de tirer par une agitation méthodiquement poursuivie, de grands avantages de la politique nette et vraiment prolétarienne du Parti, et de la dérobade des socialistes. Et le Parti aurait affronté seul la bataille aux deux tours de scrutin, avec un prestige accru. Certes, il aurait pu, au second tour, favoriser l'accession au pouvoir des socialistes et même des « gauches », puisqu'ils font encore illusion à certaines couches du prolétariat, à certaines catégories de travailleurs. Mais il l'aurait fait en s'inspirant du seul intérêt de la classe ouvrière, sans tractations et sans compromissions : il aurait expliqué clairement sa tactique aux masses, en indiquant nettement qu'il ne partage pas les illusions « de gauche », mais qu'il favorise une expérience sur les résultats de laquelle il est d'ores et déjà fixé, dans le seul but de hâter la maturation politique des masses.

Nous avons montré quelle est, sous les phrases radicales et les formules tranchantes, la véritable politique du Parti communiste français pour les élections de 1928.

L'Opportunisme électoral s'en dégage avec puanteur.

Pendant, l'Internationale donne son approbation à cette politique, et il ne peut pas en être autrement : car l'opportunisme électoral, en France, c'est la rançon de la politique opportuniste de Staline en Chine et dans l'Union Soviétique. Bien plus : Staline mise visiblement en Europe sur les partis « de gauche » ; cédant aux pires illusions démocratiques, il espère obtenir d'eux, s'ils accèdent au pouvoir, des avantages pour l'Etat Soviétique. Pourquoi, dès lors, réproverait-il l'opportunisme électoral, puisque cet opportunisme vise uniquement à conquérir dans le Parlement bourgeois un grand nombre de sièges de « gauche » et d'« extrême-gauche » ?

Ce n'est donc qu'en luttant contre le stalinisme qu'on parviendra à débarrasser le mouvement communiste français de cette tare : l'Opportunisme électoral.

CONTRE LE COURANT :

Une infamie

Dans notre dernier numéro, nous annonçons que Trotsky et Zinoviev avaient adressé à la Direction du Parti français une réplique décisive à l'article paru dans l'Humanité du 27 octobre et intitulé : « Opposition et Contre-Révolution ». Nos camarades exigeaient l'insertion de cette réponse dans l'Humanité.

Puisque, malgré notre mise en demeure, l'Humanité ne s'est pas départie de son silence, nous publions ci-dessous la protestation de nos camarades Trotsky, Zinoviev, Radek, Smilga, Preobrajensky, Vouyouitch et Kamenev.

Cette protestation fait justice de la misérable manœuvre.

L'Humanité du 27 octobre a publié en première page, première colonne, un article de P. Vaillant-Couturier, daté de Moscou le 26 octobre, et intitulé : « Opposition et Contre-Révolution ».

L'opposition bolchevik-léniniste y était formellement accusée de connivence avec la « réaction blanche » et les « gardes blancs » préparant un coup de force pour le jour de la déclaration de guerre.

Il y était dit que des preuves irréfutables auraient été apportées au dernier Plenum du Comité Central de l'U. R. S. S. à l'appui de ces assertions monstrueusement calomnieuses.

Cet article de P. Vaillant-Couturier est, de la première à la dernière lettre, une infamie.

Nous donnons à toutes les assertions mensongères, outrageantes et calomnieuses qu'il renferme, le démenti le plus catégorique.

Nous n'y pouvons voir que la préparation contre nous et contre le Parti d'une machination inqualifiable.

La vérité, la voici :

Le Congrès du Parti ne s'est pas réuni depuis deux ans. Près de 200 vieux bolcheviks, dont 13 membres du Comité Central, et de la Commission Centrale de Contrôle, ont rédigé en vue du XV^e Congrès, une plateforme critiquant la politique de la majorité du Comité Central dans les questions ouvrière, paysanne, nationale, internationale, dans la vie économique et dans le régime intérieur du Parti. Sur une proposition de Staline, le Bureau Politique a prohibé la plateforme des bolcheviks léninistes (opposition), alors que son devoir était de la publier et de la porter à la connaissance du Parti. A la fin d'octobre, des conférences locales ont procédé, dans presque toute l'U. R. S. S., à la désignation des délégués au XV^e Congrès du Parti, alors que la « discussion » qui doit précéder le Congrès ne s'est ouverte que le 1^{er} novembre, c'est-à-dire après désignation des délégués au Congrès. Discussion, conférences, Congrès, tout est dès lors faussé. Jamais encore les statuts du Parti n'avaient été ainsi foulés aux pieds.

Dans l'entre-temps, les campagnes les plus violentes étaient poursuivies contre l'opposition bolchevik-léniniste, le droit de réponse ou de parole leur étant invariablement refusé.

Notre plateforme mise hors la loi du Parti, nous avons déclaré la maintenir et être résolu à la porter à la connaissance du Parti. 14 militants communistes irréprochables, dont un admirable soldat de la Révolution (depuis 1905) qui fut un des bâtisseurs de l'Armée Rouge, se sont mis à reproduire notre plateforme avec des moyens de fortune (machines à écrire, etc). Des perquisitions ont été faites chez eux. Des mesures d'exclusion et des arrestations ont suivi. Aucune de ces mesures n'a d'ailleurs réussi à empêcher la diffusion de la plateforme de l'Opposition bolchevik-léniniste, en laquelle des milliers de prolétaires voient un instrument de redressement de la politique du Parti, de lutte contre le régime fractionnel institué par la fraction dirigeante, de lutte contre l'Opportunisme, de sauvegarde de l'unité véritable du Parti et de continuation de la glorieuse Révolution d'Octobre.

Le Guépéou communiquait, le 13 septembre, que les 14 irréprochables militants communistes qui avaient travaillé à l'impression dactylographiée de la plateforme (il n'existait, contrairement aux informations répandues à profusion, aucune imprimerie clandestine, ce n'était là qu'un grossier mensonge) avaient été en liaison avec des contre-révolutionnaires. Sommé, par les membres opposants du Comité Central, de s'expliquer, le chef du Guépéou déclara finalement par écrit qu'un ancien officier de Wrangel, aujourd'hui au service du Guépéou, avait en effet participé... à la surveillance de nos camarades, non sans prendre contact avec les sans-partis gravitant autour d'eux.

Nous ne voulons ni juger ni commenter ce trop triste épisode.

Nous avons aussitôt dénoncé la basse machination ainsi commencée. A la suite de quoi, l'Appareil nous accusa de « haute trahison » (!!!) pour avoir, en dénonçant le rôle plus que suspect de « l'ex-officier de Wrangel », agent du Guépéou et principal personnage d'un complot tramé contre nous et contre le Parti, « divulgué des secrets d'une instruction en cours ».

Le « complot » avorte. On invente la « haute trahison ». Le même ex-officier de Wrangel, etc., est au fond.

Il y a, dans cette lamentable histoire, d'autres racontars de ce genre. Nous ne les relèverons pas.

Au dernier Plenum du C. C. et de la C. C. C., nous avons, contrairement aux mensonges criminels de Vaillant-Couturier, réfuté et démonté cette machination ; nous avons exigé en vain la formation d'une commission d'enquête ; nous avons exigé en vain des preuves, des faits, des nu-